

RENNES

: LETELEGRAMME.FR

## Salaires, finances publiques... Le « miracle économique » du Portugal fait rêver les patrons bretons

Alors que les finances publiques françaises ont viré au rouge vif, le Portugal, lui, a réussi l'exploit de réduire sa dette et même de générer de l'excédent budgétaire. Un exemple qui inspire la centaine de chefs d'entreprise emmenés par le Medef 35 à Lisbonne, pendant trois jours.

À l'heure où la France est empêtrée dans une situation budgétaire délicate, ils sont venus apprécier « le miracle économique portugais ». Pour ses 23es rencontres internationales, le Medef d'Ille-et-Vilaine a emmené 100 chefs d'entreprise et décideurs pendant trois jours à Lisbonne. Un voyage qui doit leur permettre d'avoir toutes les cartes pour se développer au Portugal. « Dans la semaine qui suit ce genre de voyages, une grande partie des chefs d'entreprise déclarent faire du business avec les pays visités », rapporte Éric Challan Belval, le président du Medef 35.

Sur le papier, la situation économique et financière du pays de Vasco de Gama et de Fernando Pessoa a de quoi faire rêver les patrons bretons. Plusieurs, d'ailleurs, ont déjà sauté le pas, comme le groupe d'électronique Cordon, le fabricant de pains et viennoiseries surgelés Le Duff, l'assureur Verlingue ou le groupe de BTP Legendre. Alors que dans l'Hexagone, l'austérité est au menu de 2025 pour commencer à redresser les finances publiques (le déficit public s'élève à 6 % du PIB et la dette à 112 %), le Portugal, lui, affiche une situation beaucoup plus confortable : un budget en excédent, une dette qui se réduit et une croissance parmi les plus fortes d'Europe (+ 2,3 % en 2023).

### Cure d'austérité

Mais tout n'a pas toujours été aussi rose. À partir de 2008, le pays est touché de plein fouet par la crise financière et celle de la dette souveraine. Au bord de la faillite, il affiche, dans les années 2010, une dette de plus de 130 % de son PIB. Le gouvernement doit se résoudre à appeler à l'aide les institutions internationales et se lance dans une vaste cure d'austérité, faite notamment de hausses d'impôts et de baisses des salaires, des retraites et des indemnités chômage.

Il parie aussi sur le tourisme, l'industrie et les nouvelles technologies, tout en impulsant une politique permettant d'attirer les investisseurs à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée, fiable et pas chère. Au Portugal, le Smic mensuel s'élève à 820 euros sur 14 mois (soit 956 euros sur un an contre environ 1 800 euros en

France). Les pouvoirs publics mettent aussi en avant la position de carrefour du pays. « Sa position géographique permet de s'ouvrir vers les marchés de l'Europe du Sud et l'Afrique », confirme Ricardo Morais, directeur commercial et marketing chez Panidor, société rachetée par Le Duff en 2022.

## Des finances dans le vert mais...

Quinze ans plus tard, les efforts ont porté leurs fruits : en 2024, Lisbonne est parvenu à générer un excédent budgétaire d'environ 3 milliards d'euros (1,2 % du PIB) et sa dette a été réduite (à environ 98 % du PIB). « Ça fait relativiser », commente Fanny Bessec, à la tête de l'enseigne malouine de chaussures du même nom. « On a sûrement quelques leçons à tirer de leur expérience... », glisse de son côté Éric Challan Belval. D'autant que cette tendance positive devrait se poursuivre en 2025 et 2026.

Vigilance toutefois, car après des années de serrage de ceinture, la colère monte chez les Portugais. Par ailleurs, « la situation politique est compliquée, avec un risque sur le budget à venir », prévient Nicolas Séjour, du service économique de l'Ambassade de France au Portugal. Comme en France, le gouvernement de droite modérée issu des élections législatives anticipées de mars dernier ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement. Le projet de budget 2025 récemment présenté pourrait donc être rejeté, ce qui déclencherait de nouvelles élections.

## Déclin démographique et hausse des salaires

Autre similitude avec l'Hexagone, le patronat regrette les changements de réglementation réguliers et réclame un budget établi sur plusieurs années. « Le gouvernement a un agenda à court terme, mais nous, nous pilotons nos entreprises avec un horizon 5-10 ans », fait valoir Armindo Monteiro, le président de la Confédération des entreprises du Portugal (CIP). Au-delà de ces questions, le Portugal a de nombreux autres enjeux devant lui : déclin démographique, population vieillissante, montée de l'extrême-droite, inflation, explosion des loyers dans les grandes villes, précarité...

Sur la question des salaires, le Portugal pourrait par ailleurs à terme perdre son avantage. Patronat et syndicats se sont en effet entendus pour augmenter le Smic de 20 % sur les quatre prochaines années. « Nous sommes encore un pays à bas salaires mais on ne le restera pas encore longtemps, estime Armindo Monteiro. C'est bien, nous voulons faire partie de la première ligue. »



---

---

DINAN

---

---

: LETELEGRAMME.FR

## Le groupe breton Cordon veut se développer dans le sud de l'Europe

Spécialisé dans le reconditionnement d'équipements électroniques, Cordon a fait de l'international un levier de développement. Il mise notamment sur le Portugal et l'Espagne grâce à une autre société, Talmet.

Les Français aiment le Portugal. Et pas seulement pour passer un week-end ou y couler une retraite paisible. Ils sont en effet nombreux, chefs d'entreprise ou porteurs de projet, à miser sur ce petit pays d'Europe du Sud. Parmi eux figure notamment Cordon, le groupe de Dinan (22) spécialisé dans la réparation d'équipements électroniques.

Si l'entreprise bretonne aux 4 000 salariés et aux 450 M€ de chiffre d'affaires a mis les pieds au Portugal, c'est grâce au rachat, officialisé en juillet 2023, de la majeure partie de son concurrent nordiste SBE. « Cette acquisition nous permet notamment d'ouvrir Cordon Group à l'international », rappelle son patron, Serge Cordon, présent à Lisbonne dans le cadre d'un voyage de trois jours organisé par le Medef 35.

A l'international, SBE était présent sur plusieurs marchés, notamment au Portugal au travers d'une participation au capital d'une entreprise portugaise, Tamet, rachetée en 2003 par Pierre-Henri Tamet. Un nom bien connu du groupe Cordon. « Entre Serge Cordon et moi, c'est une vieille histoire d'amitié », explique ce Français installée à Porto. C'est aussi une histoire de business. « Nous étions concurrents sur certains marchés », confie Serge Cordon.

### « Panne de croissance »

Créée en 1996, Talmet est surtout active dans le domaine de la réparation de téléphones. « Lorsque j'ai repris l'entreprise, elle était en difficulté et perdait de l'argent », se rappelle Pierre-Henri Tamet. L'homme parvient à redresser la barre en industrialisant les process ; il profite aussi de la déconfiture de ses concurrents locaux. Tamet emploie aujourd'hui 150 salariés à Porto et 50 à Lisbonne, pour un chiffre d'affaires d'environ 20 M€.

Pierre-Henri Tamet, patron de Tamet, filiale du groupe Cordon depuis juillet 2023.



Pierre-Henri Tamet, patron de Tamet, filiale du groupe Cordon depuis juillet 2023.

Pierre-Henri Tamet, patron de Tamet, filiale du groupe Cordon depuis juillet 2023. (Photo Le Télégramme / Guillaume Bietry)  
Problème, le marché portugais est limité (10 millions d'habitants environ). Et même en se positionnant sur la réparation d'autres produits que les téléphones, « nous étions en panne de croissance ». On est alors en 2018-2019. C'est là que les discussions avec SBE, qui est à vendre, et Cordon débutent. Elles aboutiront en juillet 2023 par le rachat du premier par le second.

## Espagne et Brésil

« Pour Tamet, c'est intéressant parce que Cordon a une brique technologique que nous n'avions pas et qui est demandée : la réparation de box internet », explique Pierre-Henri Tamet. Le dirigeant va désormais pouvoir développer cette activité au sein du groupe Cordon. Au Portugal mais pas que. « Tamet sera la tête de pont pour le développement du marché espagnol et du Brésil », indique Serge Cordon. Le début des activités commerciales en Espagne est prévu en 2025.



## Une centaine de décideurs bretons à Lisbonne : “Pas du tourisme, mais du business”

Pour la 23e année, le Medef d’Ille-et-Vilaine emmène une délégation de décideurs brétiliens dans un pays étranger. L’occasion de réseauter et de repérer les opportunités commerciales en dehors de France.

Eric Challan-Belval, président du Medef 35

Pourquoi proposez-vous ce voyage à Lisbonne pour une centaine de décideurs ?

Nous sommes ici avec une centaine de chefs d’entreprises d’Ille-et-Vilaine pour notre 23<sup>e</sup> voyage international. Le Medef 35 est la plus grande délégation de chefs d’entreprises française, et la seule de France à partir en Europe chaque année. L’objectif est de découvrir le tissu économique et social local, échanger et, si possible, nouer des partenariats commerciaux. Ce n’est pas du tourisme, mais bien un voyage professionnel où il est possible de faire du business. Avec plus de 20 ans d’expérience, nous sommes rodés.

Le Portugal, c’est une source d’inspiration pour les décideurs ?

Oui, le choix de Lisbonne s’est imposé car le Portugal a surmonté plusieurs crises économiques et affiche aujourd’hui une croissance de 1,2 point. Ils sont en train de réduire l’impôt sur les sociétés de 21 % à 15 %. Nous avons beaucoup à apprendre de leur gestion et de leur capacité à se restructurer. C’est une source d’inspiration pour envisager des réformes économiques en France.

Comment accompagnez-vous les entreprises qui veulent s’implanter ici ?

Le Medef 35 est là pour créer des liens entre les entreprises bretonnes et les acteurs économiques locaux. Nous travaillons avec la Confédération des industries portugaises et la CCI internationale qui ont des bureaux sur place. Nous mettons à disposition tout un écosystème pour accompagner ceux qui souhaitent investir ou faire du business. Cela peut parfois aboutir à des rachats ou des collaborations commerciales, mais il faut souvent plusieurs mois pour voir les premiers résultats concrets.

Et le monde culturel n’a pas été oublié dans ce déplacement !

Nous ne séparons pas les mondes économiques et culturels. Marc Feldman, directeur de l’Orchestre national de Bretagne, nous ac-

compagne depuis longtemps dans ces rencontres internationales. Il a su intégrer du mécénat d'entreprise pour faire rayonner son orchestre. Ce lien entre culture et économie est fondamental et nous y tenons.



Les décideurs bretons ont été reçus à l'ambassade de France par l'ambassadrice Hélène Farnaud-Defromont.

Les décideurs bretons ont été reçus à l'ambassade de France par l'ambassadrice Hélène Farnaud-Defromont.

DR

*par Arnaud Wajdzik.*

